



Avril 2010

Déclaration du PSE

Le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques doit être la condition de l'amélioration des relations UE-Tunisie

Les relations entre la Tunisie et l'Union Européenne se sont améliorées ces quinze dernières années. Afin de poursuivre sur cette voie, la Tunisie souhaite obtenir un statut avancé dans ses relations avec l'UE. Un tel statut signifierait un « espace économique commun » fondé sur les règles de l'Espace Economique européen, un accord de libre-échange élargi, l'accès aux agences de sécurité européennes ainsi qu'aux opérations de gestion de crise et enfin des sommets politiques réguliers entre l'UE et la Tunisie.

Le PSE pense que ces avancées ne peuvent intervenir sans que le gouvernement du Président Ben Ali ne respecte la démocratie et les droits de l'Homme. Ben Ali a été au pouvoir durant plus de 22 ans et a récemment gagné les élections présidentielles de 2009 avec 89,62% de vote – néanmoins, ces efforts en la matière restent véritablement insatisfaisants.

Le Secrétaire Général du PSE Philip Cordery a déclaré : « Pour améliorer les relations UE-Tunisie, nous avons besoin de discuter ouvertement des normes internationales des droits de l'Homme, et des problèmes de la société civile et de la liberté de l'opposition. Le PSE s'engage en faveur d'un réel progrès démocratique en Tunisie. Nous exigeons de vraies améliorations pour une société civile plus forte, une véritable liberté d'expression et la liberté des médias, de même que l'existence d'une opposition libre et consolidée. Ces principes fondamentaux doivent rester la priorité de la Commission européenne et conditionnent les futures avancées des relations UE-Tunisie ».

